

Concarneau. Nettoyage des plages : l'ultimatum d'Ansel



L'association Ansel dénonce l'utilisation de tracteurs pour nettoyer les plages de Concarneau comme celle des Sables-Blancs. | DROITS RÉSERVÉS.

Alice RAYBAUD et
Catherine GENTRIC.

Modifié le 27/07/2018 à 18h01
Publié le 27/07/2018 à 17h36

L'association concarnoise de nettoyage du littoral Ansel menace d'arrêter ses activités si la mairie ne cesse pas l'utilisation de moyens mécaniques pour retirer les déchets des plages.

L'association de nettoyage au service de l'environnement et du littoral (Ansel) envisage plus que jamais d'arrêter toute activité en septembre. En cause : les méthodes utilisées pour le nettoyage des plages mais aussi des cales du port de plaisance. « Cela fait plus de vingt ans que nous alertons sur la préservation de la biodiversité sur les plages et pourtant la mairie n'a toujours pas opté pour un nettoyage raisonné », s'insurge le bureau de l'association, par la voix de son cotondateur et président Lionel

Lucas. Dans la ligne de mire de l'association se trouvent particulièrement les moyens mécaniques utilisés tous les matins sur des plages concarnaises pour déblayer les déchets.

« Disparition des puces de mer »

Pour Ansel, qui s'emploie au ramassage manuel des déchets sur les plages de la ville tous les hivers depuis 2000, ce type de passage est une atteinte grave à la biodiversité de ces espaces littoraux. « Je déclare aujourd'hui que les plages de Concarneau sont mortes », lance Lionel Lucas qui pointe la « disparition des puces de mer » dans le sable des plages touristiques. Le message d'Ansel est clair : « Nous lançons un ultimatum, explique l'association. Nous cesserons nos activités en septembre si la mairie n'arrête pas le nettoyage mécanique des plages et si les cales des plaisanciers continuent à être lavées à l'eau de javel. »

La mairie, elle, se dit surprise par les mails « désagréables » reçus ces derniers jours de la part de Lionel Lucas. « Le nettoyage mécanique est réalisé depuis plusieurs années sans que les services de la mairie aient été avertis par l'association d'un quelconque problème, répond Marc Bigot, adjoint à l'urbanisme à la mairie. Pourtant, Ansel est régulièrement en contact avec le responsable du développement durable, Nicolas Bernard. » Reconnaisant tout le travail mené par l'association depuis des années, l'adjoint assure ne vouloir fermer aucune porte : « Nous avons entendu le message et notre souhait est de ne pas bloquer la situation même si les appréciations sont différentes. » Selon la mairie, une rencontre serait d'ailleurs prévue entre le président de l'association et Nicolas Bernard la semaine prochaine.

Un programme à la station biologique

« Les laisses de mer [retirées lors des ramassages mécaniques sur les plages, N.D.L.R.] ont un rôle écologique essentiel dans la chaîne alimentaire », explique Christian Kerbirou, chercheur à la station de biologie marine. Il cite notamment les myriades de petits invertébrés, comme les puces de mer, qui contiennent ces déchets organiques et qui sont une source d'alimentation pour de nombreux animaux. Malgré tout, il serait selon Christian Kerbirou contre-productif d'opposer les acteurs sur le terrain. « À cause d'un déséquilibre en azote dans les eaux, certaines algues ont proliféré et se retrouvent nombreuses sur le sable. Face à cela, on peut comprendre les enjeux économiques et touristiques des mairies qui veulent nettoyer les plages de centre-ville. » Pour lui, les actions des associations écologistes demeurent déterminantes sur la question mais la solution pourrait se trouver dans un compromis entre les acteurs. Avec la chercheuse Isabelle Le Viol, il s'emploie à formuler des préconisations dans un programme de recherche sur les laisses de mer, lancé cette année à la station de biologie marine.

« Il faut retirer le moins possible les laisses de mer. Mais si, compte tenu des contraintes économiques, il fallait continuer le nettoyage des places, il faudra déterminer les moments et les lieux pour que cela soit le moins impactant possible. » L'objectif à l'horizon 2019 de ce programme supporté par la Fondation de France est d'impliquer les communes dans leurs réflexions. « Sur de pareils enjeux, il est essentiel de mettre tout le monde autour de la table », préconise le scientifique.